

Que les délibérations à l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse en réponse au discours du Trône, prononcé par Son Excellence le Gouverneur général devant les deux Chambres du Parlement, se terminent le huitième jour de séance où l'ordre aura été débattu.

C'est la formule que nous avons l'habitude d'utiliser depuis un certain nombre d'années.

PÉRIODE DES QUESTIONS LES RELATIONS INTERNATIONALES

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE À HONG KONG ET AU JAPON—
LE MAINTIEN DU TRAITEMENT DE NATION LA PLUS FAVORISÉE
POUR LA CHINE

L'honorable Jack Austin: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question ou deux au leader du gouvernement au sujet de la visite du premier ministre à Hong Kong et au Japon. Il faut certes projeter une bonne image du Canada en Asie si on veut que les Canadiens aient droit à un traitement favorable et qu'ils soient concurrentiels sur les marchés asiatiques. Si le voyage du premier ministre y contribue le moins, il sera utile.

Le sénateur Murray ne l'ignore pas, le Canada a largement profité de l'immigration et des flux de capitaux provenant de Hong Kong, une des destinations du voyage. Je voudrais que le Sénat sache dans quelle mesure les habitants de Hong Kong s'inquiètent du fait que le Congrès étudie actuellement le renouvellement du traitement de la nation la plus favorisée accordé à la Chine. Les règles américaines veulent que ce traitement soit renouvelé chaque année.

Le leader du gouvernement peut-il nous faire part de la position du Canada dans cette affaire? Le premier ministre pourra-t-il assurer les hommes d'affaires et les dirigeants politiques de Hong Kong que le Canada a fait pression pour le maintien du traitement de la nation la plus favorisée accordé à ce pays par les États-Unis?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je ne vais tenter d'improviser une réponse à la question fort importante que vient de poser le sénateur. Je demanderai à ma collègue, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de fournir une réponse par écrit au sujet du voyage du premier ministre en Extrême-Orient.

LES TAUX DE CHANGE ÉTRANGERS—L'INCIDENCE DU YEN SUR
LE DOLLAR CANADIEN

Le sénateur Austin: Honorables sénateurs, je pourrais peut-être poser une question au sujet de la visite que le premier ministre se propose de faire au Japon. Tokyo est manifestement un des plus importants centres financiers du monde. En ce qui concerne les tendances actuelles, d'aucuns s'inquiètent de voir que la valeur du dollar américain et, par conséquent, du dollar canadien, du fait de la politique du gouvernement, par rapport à celle du yen pour un certain nombre de raisons. Les prévisions économiques montrent que la plupart des industries japonaises sont compétitives, du moins lorsqu'un dollar américain vaut 115 yens. Or, cette valeur s'établit actuellement à 139 ou 140 yens et certaines grandes banques, qui

[Le sénateur Doody.]

négoient des devises étrangères, prévoient qu'elle pourrait passer à 160 yens en raison de facteurs extérieurs aux relations entre le Japon et les États-Unis. Ainsi, même au taux de change actuel, les Japonais jouissent d'un avantage énorme sur le plan de la compétitivité sur le marché nord-américain et, de ce fait, au cours de l'année qui vient ou durant les deux prochaines années, les Japonais auront de très importants capitaux à investir sur le continent nord-américain.

Le premier ministre va-t-il discuter de devises et de balances commerciales et de leurs répercussions sur la valeur des dollars canadiens et américains avec le premier ministre japonais, afin de parvenir à un accord possible sur l'établissement de priorités internationales en ce qui concerne le yen durant la prochaine année ou les deux années à venir?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je n'ai pas pris connaissance de l'ordre du jour de la réunion entre le premier ministre Mulroney et le premier ministre Kaifu. Il se peut fort bien qu'on discute de la question soulevée par le sénateur Austin à ce moment-là. Cependant, je tiens à faire remarquer qu'il s'agit là d'une chose qui s'inscrit dans une question beaucoup plus large normalement discutée par les dirigeants des banques centrales, ainsi que par les ministres des Finances et les Trésoriers nationaux du Groupe des Sept.

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE AU SUJET DE LA
POSITION FRANÇAISE SUR LES IMPORTATIONS JAPONAISES EN
EUROPE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'honorable Jack Austin: Je voudrais poser une dernière question, honorables sénateurs. Elle porte sur la déclaration que le premier ministre a faite au sujet de la position prise par le premier ministre de la France, Edith Cresson, relativement à l'attitude et à la politique de la France face aux importations japonaises en Europe.

Le leader du gouvernement pourrait-il nous expliquer quel avantage le Canada a à critiquer ainsi un autre gouvernement et sa politique? Je pourrais citer au leader du gouvernement la déclaration faite par le premier ministre qui a été reprise dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui. Fondamentalement, on insulte les Français en affirmant, à tort ou à raison, qu'ils n'ont qu'eux-mêmes à blâmer pour les problèmes auxquels ils sont confrontés. Je me demande ce qu'on demande à l'ambassadeur du Canada, à Paris, de faire pour expliquer cette déclaration au Quai d'Orsay?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je regrette que le sénateur Austin, un libéral, n'ait rien trouvé de plus positif dans la déclaration du premier ministre. Le premier ministre a voulu mettre en évidence la tendance qu'ont un certain nombre de pays, dont le Canada, à imputer la responsabilité de leurs coûts élevés, de leur faible productivité ou de leur manque de compétitivité à des partenaires commerciaux, comme le Japon. On ne constate pas cette tendance qu'en France, mais aussi au Canada, et notamment au Congrès des États-Unis. Dans presque tous les pays où le phénomène se manifeste, on constate des interventions en faveur du protectionnisme.